Chute de la Mollahchie, Macron « ni prévenu ni impliqué »

Description

La chronique de Patrick Pilcer

Quand l'Histoire frappe à la porte, il est des chefs d'État qui répondent et d'autres, plus prudents ou plus couards, qui regardent par le judas.

Depuis samedi, le Moyen-Orient s'embrase davantage encore. L'Iran affronte directement les États-Unis et Israël. Nos alliés sont pris pour cibles. Même Chypre est ciblée, tout comme une de nos bases aux Émirats. Les équilibres régionaux vacillent. Les marchés s'inquiètent. Les chancelleries s'activent.

Et la France ?

Macron déclare, solennellement, qu'elle n'était « ni prévenue ni impliquée ».

La formule est saisissante. Elle dit tout sans le vouloir. Elle résume une politique étrangère devenue spectatrice des événements qu'elle prétendait autrefois contribuer à façonner.

La France sous Macron a renoncé à participer à l'écriture de l'Histoire. Elle prend le risque d'en être rayée…

Le problème n'est pas l'absence d'invitation. Le problème est l'absence d'influence.

Une grande puissance ne demande pas à être informée. Elle crée les conditions pour l'être.

La France, puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité, héritière d'une tradition diplomatique respectée, se retrouve reléguée au rang de simple observateur.

Nous n'étions pas prévenus.
Nous ne sommes pas impliqués.
Nous observons.

Certes, l'époque est complexe. Certes, la prudence peut être une vertu. Mais la prudence n'est pas l'effacement.

Depuis des années, le président de la République affirme souhaiter que le peuple iranien se libère du joug des mollahs. Nous partageons ce vœu.

Les femmes iraniennes, les étudiants, les entrepreneurs courageux qui défient le régime méritent notre soutien moral et politique. Mais entre ce vœu pieux et l'action, la France semble avoir déserté le réel.

Nous avons laissé l'ONU dériver, pour ne pas dire chavirer, en laissant nos ennemis instrumentaliser ses instances. Nous en payons aujourd'hui le prix.

Pourquoi avons-nous laissé l'Iran présider le Forum social du Conseil des droits de l'homme alors que ce pays exécute tous les jours ses opposants ?

Pourquoi avons-nous laissé l'Afghanistan martyriser sa population féminine (interdiction d'étudier, de parler, de sortir de chez soi sans autorisation, de se faire soigner…) ?

Pourquoi avons-nous laissé cet ancien haut lieu de la fraternité entre les nations condamner systématiquement Israël comme aucun autre pays ne l'a jamais été ?

Pourtant, les Iraniens, les Afghans, les Syriens, les Libyens, les Gazaouis, les Nord-Coréens, les Cubains, les Vénézuéliens, etc. préféreraient largement vivre en Israël plutôt que sous leurs dictatures actuelles !

Nous avons laissé l'ONU se faire instrumentalisée.

L'ONU est en état de mort cérébrale ; seule la France (Macron et Barrot en tout cas) ne le voit toujours pas et lui refuse une fin de vie digne.

Notre impuissance et, en langage diplomatique, notre « abstention stratégique », nous empêchent de le comprendre, et donc d'écrire la suite de l'Histoire.

Le paradoxe est cruel : à force de vouloir nous réfugier derrière l'ancien droit international, nous ne sommes l'allié décisif de personne, et nous ne pouvons plus être, le moins du monde, crédibles dans la défense de nos valeurs. Ni dans l'obtention des futurs contrats de reconstruction…

Cette impuissance extérieure n'est pas sans lien avec l'affaiblissement intérieur.

Comment d'ailleurs être respecté sur la scène internationale, en situation de guerre, quand on n'a pas eu le courage d'être à la tête d'une manifestation populaire contre l'antisémitisme et pour la République… ?

On ne pèse pas à l'international lorsque l'on peine à convaincre chez soi.

La crédibilité diplomatique repose d'abord sur la solidité nationale : stabilité politique, cohérence stratégique, clarté des choix.

Or notre pays traverse une crise de confiance profonde : endettement record, croissance molle, fragmentation parlementaire, tensions sociales récurrentes, effondrement des partis républicains et montée en puissance des extrêmes.

La voix de la France porte d'autant moins qu'elle ne sait plus exactement ce qu'elle veut dire.

Prenons l'épisode du 10 février 2026.

Le président déclarait alors que le temps était venu pour l'Europe de « s'endetter ».

L’intention pouvait sembler audacieuse. Mutualiser la dette, financer des investissements stratégiques, répondre aux défis de défense et de transition énergétique : sur le papier, l’idée a une cohérence.

Mais une ambition européenne ne se décrète pas dans une interview.

Elle suppose un cadre juridique clair, une capacité d’emprunt institutionnelle, et surtout une capacité de remboursement.

Or l’Union européenne ne dispose ni d’un véritable pouvoir fiscal autonome, ni d’un Trésor fédéral au sens plein du terme.

Les émissions exceptionnelles décidées ces dernières années ont été justifiées par des circonstances extraordinaires et encadrées politiquement.

En clair, sauf circonstances exceptionnelles, les traités européens nous l’interdisent.

S’endetter durablement implique le pouvoir de lever l’impôt ou de transférer des ressources pérennes.

Qui décide ?
Qui garantit ?
Qui paie en cas de défaut d’un État membre ?

L’Allemagne et les Pays-Bas n’ont pas attendu pour exprimer leurs réticences.

Les pays dits « frugaux » voient dans cette logique un risque d’aléa moral : mutualiser les dépenses, nationaliser les bénéfices, socialiser les pertes.

Macron avait déjà présenté cette idée à Angela Merkel et avait essuyé, logiquement, une fin de non-recevoir.

Il tente à nouveau sa chance avec Merz mais la réponse est la même :
« pas tant que je serai en vie » !

En clair : chacun profiterait de la dette commune, mais les économies les plus solides en assumeraient l’ultime responsabilité.

On partage les fonds levés en fonction du poids des populations mais les remboursements, en cas de crise, le seraient en fonction des rentrées fiscales de chacun…

On peut débattre de cette analyse. On peut la contester. Mais on ne peut l’ignorer.

Or, la proposition présidentielle, encore une fois, a suscité moins l’adhésion que la stupéfaction, voire l’indifférence.

Elle n’a déclenché ni dynamique politique, ni coalition stratégique.

Elle est restée suspendue, comme tant d’annonces ambitieuses mais orphelines d’alliés.

Ce double décalage, extérieur et européen, dessine une constante : l'écart entre le verbe et le levier.

Macron parle, mais il ne peut plus agir.

Il voulait incarner l'Europe, il est marginalisé ;
il voulait peser au Moyen-Orient, il n'est ni informé, ni consulté.

Sur la scène internationale, la France commente une guerre dont elle n'influence ni le tempo ni les termes.

Sur la scène européenne, elle propose une révolution budgétaire sans architecture institutionnelle prête à l'accueillir.

Le résultat est le même : l'impression d'une énergie déployée sans effet, une gesticulation.

Il ne s'agit pas de nostalgie.

Le monde de 2026 n'est plus celui des années 1960. La multipolarité s'impose. Les États-Unis défendent prioritairement leurs intérêts. La Chine avance méthodiquement. La Russie teste les lignes rouges. L'Iran joue l'escalade contrôlée.

Dans cet environnement, la France ne peut ni s'isoler ni s'effacer.

Elle doit choisir.

Choisir une stratégie claire vis-à-vis de l'Iran : être aux côtés de nos alliés américains, israéliens, saoudiens, émiratis, qataris, et aider le peuple iranien.

Choisir une trajectoire européenne réaliste : le retour à une discipline budgétaire nationale crédible.

Mais choisir suppose renoncer à l'ambiguïté.

Il serait injuste de nier les efforts accomplis depuis 2017 sur certains dossiers.

Mais la politique n'est pas un exercice d'intention ; elle est un rapport de forces.

Or aujourd'hui, la France ne semble plus fixer le cadre, elle le subit.

Nous étions jadis la nation qui parlait quand les autres hésitaient.

Nous sommes devenus celle qui explique pourquoi elle n'a pas été consultée.

La différence est subtile. Elle est pourtant décisive.

Une grande puissance moyenne, comme la France, n'a pas le luxe de l'effacement.

Elle doit compenser sa taille par la cohérence, son endettement par la crédibilité, son isolement relatif par l'intelligence d'alliance.

À défaut, elle se retrouve à commenter les décisions des autres, qu'elles viennent de Washington, de Tel-Aviv, de Doha, de Téhéran… ou de Berlin.

La France mérite mieux qu'une diplomatie du commentaire.

Elle mérite une stratégie.
Elle mérite un cap.

Et surtout, elle mérite que la voix de son président soit attendue non pour savoir s'il était informé, mais pour savoir ce qu'il décide.

Car dans les moments de bascule, l'Histoire ne retient pas ceux qui expliquent pourquoi ils n'étaient pas invités.

Elle retient ceux qui sont à table.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée
14 mars 2026